



HAL
open science

L'Etat au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen Orient

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. L'Etat au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen Orient. *L'Espace Politique*, 2010, 2 (11), pp.1_12. <halshs-00553816>

HAL Id: halshs-00553816

<https://shs.hal.science/halshs-00553816v1>

Submitted on 9 Jan 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Fabrice Balanche

L'Etat au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen Orient

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Fabrice Balanche, « L'Etat au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen Orient », *L'Espace Politique* [En ligne], 11 | 2010/2, mis en ligne le 18 novembre 2010. URL :

<http://espacepolitique.revues.org/index1619.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Département de géographie de l'université de Reims Champagne-Ardenne

<http://espacepolitique.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://espacepolitique.revues.org/index1619.html>

Document généré automatiquement le 19 décembre 2010.

Tous droits réservés

Fabrice Balanche

L'Etat au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen Orient

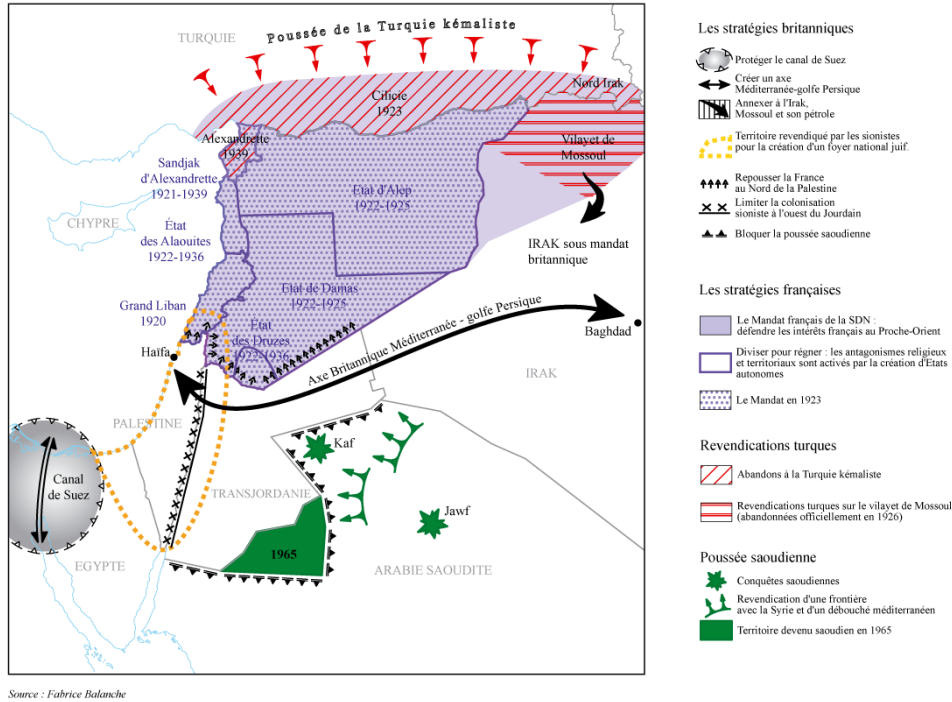
- 1 Le processus historique décrit par Georges Corm au Proche-Orient : « de la balkanisation à la libanisation » est-il toujours d'actualité (Corm, 2007)? Dans le *Proche-Orient éclaté*, l'historien libanais explique la guerre civile dans son pays et plus généralement les difficultés des Etats du Proche-Orient à devenir de véritables constructions nationales en raison notamment de la fragmentation des sociétés locales, pour lesquelles l'idée de nation n'a pas le sens occidental que nous lui connaissons (De Planhol, 1993). La libanisation, stade suprême de la balkanisation, est un néologisme qui décrit la désintégration d'un Etat lors d'une guerre civile (Rosière 2007), puis sa reconstitution en tant qu'Etat sous l'influence d'acteurs extérieurs, en l'occurrence la Syrie et l'Arabie Saoudite. Il est à noter que le Liban n'a pas éclaté en plusieurs Etats comme cela aurait pu être le cas. Mais 20 ans après la fin de la guerre civile on ne peut affirmer qu'il s'agisse d'un Etat-nation, ni même d'un Etat territoire puisque plusieurs parties du Liban échappent à l'autorité de l'Etat même après les retraits syrien (2005) et israélien (2000)¹.
- 2 La balkanisation du Proche-Orient date de la disparition de l'Empire ottoman après la Première guerre mondiale, période durant laquelle la France et la Grande Bretagne se partagèrent cette région et le découpèrent en différents Etats. L'indépendance séparée de la Syrie et du Liban en 1945, le partage de la Palestine en deux entités juive et arabe, cette dernière aussitôt annexée par le Royaume de Transjordanie, n'étaient qu'une conséquence de l'instauration des Mandats français et britannique. Les tentatives séparatistes furent réprimées et les différents Etats du Proche-Orient ont conservé leur intégrité territoriale. La fin de la guerre froide et la chute de l'URSS n'ont pas entraîné dans la région une nouvelle vague de balkanisation, comme dans l'ex-Yougoslavie et dans le Caucase, deux régions qui, elles aussi, furent marquées par l'Empire ottoman. Il semble à première vue que cela ait apaisé le Proche-Orient, puisque la guerre civile libanaise s'est achevée et un processus de paix a été engagé entre Palestiniens et Israéliens. Cependant, il s'agit aussi de la première intervention américaine en Irak de 1990-1991, prélude à son invasion complète en 2003 et à la mise en place du projet de « Grand Moyen Orient » de Georges Bush.
- 3 Dans cet article nous nous focaliserons sur le *Bilad es Sham* ou « Pays de Damas ». Pour trouver un équivalent occidental, il faudrait utiliser le terme de « petit Proche Orient » puisque nous excluons l'Egypte, et ajouter l'adjectif « arabe » car Israël ne peut évidemment pas être incluse dans cet ensemble, ainsi que les territoires palestiniens séparés eux aussi des pays arabes voisins. Tout au long de cet article, pour être puriste, il nous faudrait donc utiliser les termes de « Bilad Es Sham » ou de « Petit Proche Orient arabe », mais cela n'est guère esthétique. Pour cela nous utiliserons donc abusivement le terme de « Proche Orient » (Capdepuy, 2008) pour désigner les trois pays (Syrie, Liban et Jordanie) sur lesquels porte cette étude et nous nous référerons au Moyen Orient dès que nous déborderons de ce cadre².
- 4 Cet espace ouvert à l'époque ottomane, interface entre l'Europe et l'Asie, s'est progressivement fermé au cours du XX^{ème} siècle. Malgré la libéralisation des échanges mondiaux, la permanence du conflit israélo-arabe contribue à détourner les courants commerciaux et les investissements de cette région, mais surtout il a une influence notable

sur la formation de ces Etats. Syrie, Liban et Jordanie sont nés en même temps que l'Etat d'Israël, leur histoire est marquée par le conflit et par conséquent leur construction politique et économique. Certes, ces pays ont choisi des voies divergentes en matière économique. Le dirigisme économique de la Syrie baathiste contraste avec le libéralisme libanais et jordanien. Dans le domaine politique le Liban peut être considéré comme une démocratie, tandis que la Jordanie et la Syrie conservent des régimes autoritaires. Néanmoins les différences entre les trois pays ne sont pas si fortes qu'il n'y paraît. Nous sommes dans la même aire culturelle, les pratiques sociales, économiques et politiques tendent de plus en plus à se rapprocher. Ils partagent un destin commun lié au règlement des conflits israélo-arabe et israélo-palestinien. Ils sont pris dans le bras de fer entre les États-Unis et l'Iran.

- 5 Les causes de la fragmentation étatique sont nombreuses. La géopolitique possède sa part de responsabilité, mais elle ne peut aboutir que lorsqu'elle rencontre un terreau local favorable. Dans les années 70-80, le Liban a sombré dans la guerre civile tandis que la Syrie, qui possède les mêmes clivages communautaires, a résisté. Quant à la Jordanie, il semble que sa relative homogénéité communautaire la préserve. Un retour sur la construction de ces trois Etats après la chute de l'empire ottoman s'impose donc avant de mettre en évidence leurs spécificités : l'Etat, la société et les rapports qu'ils entretiennent au travers du clientélisme politique. Ainsi la perte de légitimité des Etats à travers l'échec du mode de développement et de leur capacité de redistribution est un puissant facteur de fragmentation puisqu'en situation de crise économique les solidarités communautaires se renforcent au détriment d'une unité nationale en construction. En dernier lieu, à l'heure de la mondialisation économique, il apparaît que l'ouverture des marchés sape les bases productrices des Etats du Proche-Orient, ce qui encourage là aussi les tendances naturelles au repli communautaire. Un prélude au séparatisme politique tel qu'il peut être envisagé dans le cadre de « L'initiative pour le Grand Moyen Orient », lancée par Georges Bush après le 11 septembre 2001.

Le nationalisme arabe pour oublier les divisions segmentaires

- 6 Le Proche Orient actuel est le résultat de stratégies internationales (figure 1) : la protection du canal de Suez pour les Britanniques, les intérêts économiques, politiques et religieux français, la revendication des chrétiens libanais et surtout du mouvement sioniste. La Turquie kemaliste et les saoudiens jouèrent également un rôle dans le tracé des frontières de la Syrie et de la Jordanie. Les succès militaires de Mustapha Kemal en Cilicie (1920-1923) amputèrent cette vaste région des territoires sous mandat français en Syrie. L'offensive saoudienne vers la Méditerranée au début des années 1920 explique le tracé angulaire de la Jordanie actuelle. Les britanniques ont concédé une partie du désert à la famille Saoud mais ont refusé catégoriquement que son royaume n'atteigne la Syrie et coupe ainsi l'axe Haïfa-Bagdad. En Palestine les intérêts sionistes et britanniques sont convergents puisque l'installation d'un foyer national juif fait partie du plan de défense du canal de Suez. Il s'agit de repousser la France le plus au nord possible de cet axe stratégique alors qu'elle était à l'origine mieux implantée que les britanniques en Palestine. La Grande Bretagne appuie fermement les revendications territoriales des sionistes qui souhaitent contrôler l'ensemble du bassin versant du Jourdain pour assurer une sécurité hydraulique au futur Etat juif. Le Sud Liban et le Golan auraient donc dû appartenir à la Palestine britannique si Clémenceau, Président du Conseil à l'époque, ne s'y était formellement opposé (Cloarec, 2003).

Figure 1 : La formation des Etats du Proche-Orient après la chute de l'Empire Ottoman

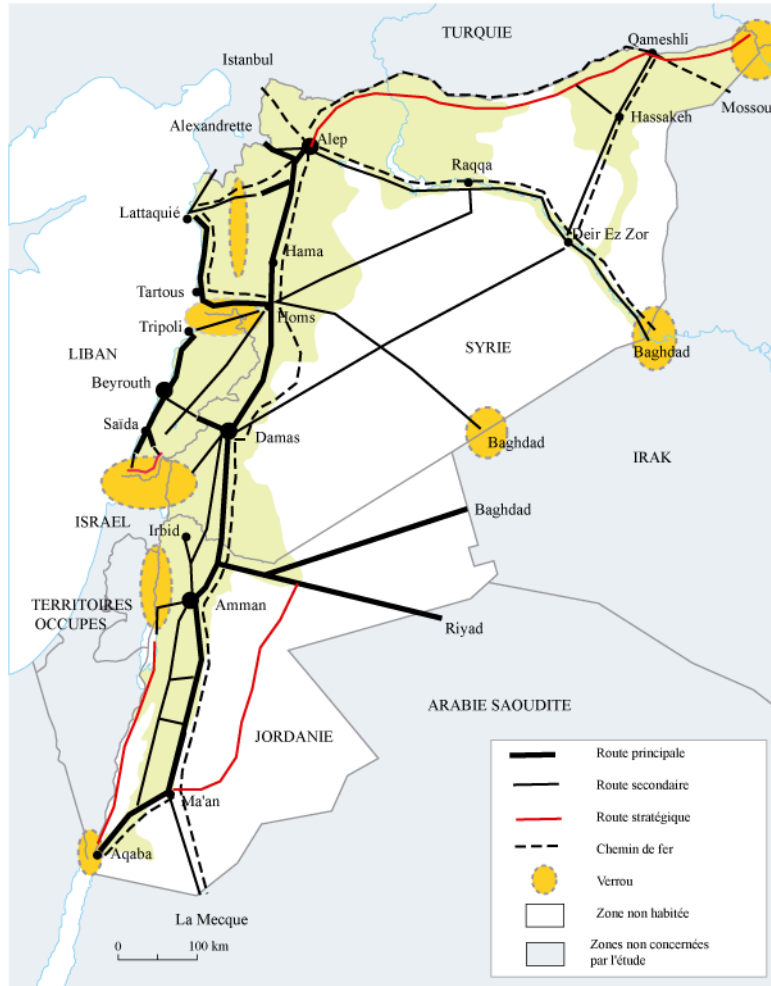
- 7 Une fois l'indépendance acquise, les États du Proche-Orient s'efforcent de maintenir la cohésion territoriale issue des découpages coloniaux et de réaliser l'unité nationale. La France et la Grande Bretagne avaient divisé pour régner et s'étaient appuyés sur les minorités. Le but des nouveaux États consiste à dissoudre les identités communautaires au profit de l'identité nationale. La tâche est difficile au Liban car l'union des chrétiens et des musulmans, à travers le Pacte National de 1943, repose sur le maintien du communautarisme institutionnel. Le parlement libanais comporte un nombre fixe de députés par communauté. En 1946, les diverses communautés chrétiennes se partagent 60% des sièges alors que les chrétiens sont à peine majoritaires. Avec les accords de Taëf de 1989, qui mettent fin à la guerre civile, la représentation parlementaire chrétienne est réduite à 50% mais il faut souligner que le poids démographique des Chrétiens n'était plus que de 40% de la population libanaise, et que depuis il n'a cessé de réduire³. En Syrie, le communautarisme politique fut abolit en 1950, mais il se maintient en Jordanie : chrétiens, Tchéchène, Tcherkesses et bédouins possèdent toujours des sièges réservés au parlement. Au Proche-Orient l'appartenance confessionnelle est prise en compte par la loi pour les mariages et les héritages. L'absence de mariage civil contribue donc à maintenir la forte endogamie communautaire que les États auraient dû normalement s'efforcer de réduire dans le cadre d'une véritable politique d'intégration nationale.
- 8 Le nationalisme arabe est devenu après l'indépendance l'idéologie officielle des nouveaux États car il permet de transcender les clivages religieux. Mais il les entraîne vers deux nouveaux écueils : le rejet des populations non arabes (turkmène et kurdes principalement) et la programmation de leur propre disparition puisque l'arabisme a pour but l'unification de la nation arabe au sein d'une république arabe unie. Cette finalité n'est pas pour réjouir la famille Hachémite qui règne sur la Jordanie ainsi que les autres familles régnautes, mais l'engouement que suscite l'arabisme dans la population est tel qu'il est impossible de le combattre ouvertement. En 1958, la Syrie accepte de s'unir avec l'Égypte de Jamal Abdel Nasser au sein de la République Arabe Unie. La même année des troubles éclatent au Liban entre le gouvernement de Camille Chamoun et la gauche libanaise qui exige que le Liban

suive le chemin de la Syrie. Le régime de Camille Chamoun sera sauvé par une intervention américaine. En 1961 la Syrie décide de mettre fin à son union avec l’Egypte car elle rapidement ressentie plutôt comme une annexion qu’une union entre peuples arabes égaux. Sans doute le président égyptien avait-il en tête la célèbre phrase de Joseph Staline : « Tous les peuples de l’Union Soviétique sont frères mais le peuple russe est l’aîné. La rupture de la République Arabe Unie en 1961 fera retomber la pression unitaire dans la région.

- 9 Les bédouins furent également victimes des constructions nationales puisque leur mode de vie - transhumance entre des pâturages d’hiver situés en Irak et Arabie Saoudite et les pâturages d’été syriens et jordaniens - fut dès la période mandataire entravée par les nouvelles frontières. La reconquête des terres par les sédentaires commencée au milieu du XIX^{ème} siècle sous l’impulsion des autorités ottomane s’est intensifiée avec les grands projets agricoles de la vallée de l’Euphrate. Bloqués par les frontières étatiques et privés des meilleurs pâturages d’été par l’agriculture, les bédouins se sédentarisent progressivement. Les quelques 400 000 bédouins de Jordanie et 600 000 de Syrie ne sont pour la plupart que des semi-nomades. Les autorités se sont efforcées de créer les conditions de leur sédentarisation en leur octroyant des terres à cultiver et en leur offrant des aménagements : point d’eau, école, route, etc. Population migrante et par conséquent difficile à contrôler, leur sédentarisation est une conséquence naturelle des constructions étatiques.

Des constructions étatiques basées sur le centralisme

- 10 Le réseau de transport de la Syrie et de la Jordanie est l’expression de la centralisation politique (figure 2). Au Liban, la puissance relative des pouvoirs locaux rend la situation plus complexe mais globalement la concentration des activités économiques dans le grand Beyrouth au détriment des villes périphériques aboutit au même résultat qu’en Syrie. Jusque dans les années 1960 la Syrie possédait un réseau routier bicéphale autour d’Alep et de Damas, témoignage de l’équilibre des pouvoirs entre les deux métropoles du pays. La volonté centralisatrice du régime ba’athiste a rompu cet équilibre au profit de Damas. La construction de routes directes entre la vallée de l’Euphrate et Damas a détourné les populations de Jezireh de la ville d’Alep. L’absence d’autoroute entre Alep et Lattaquié oblige le trafic de marchandise à contourner la montagne alaouite par Homs pour rejoindre les ports de la côte syrienne. Au Liban et en Jordanie, les deuxièmes villes du pays, Tripoli et Irbid, se trouvent désormais en situation de culs de sac du fait de la proximité des frontières avec la Syrie. Les voies rapides qui les relient aux capitales contribuent plus à les vider de leurs forces vives qu’à les dynamiser. Tripoli est victime également de la désaffection des populations chrétiennes de son arrière pays au profit de Beyrouth.

Figure 4 : Le réseau de transport terrestre en 2010

Source : Fabrice Balanche d'après les données ESRI et les cartes topographiques des différents pays.

- 11 La marginalisation des métropoles régionales se traduit également dans le découpage administratif puisqu'elles n'obtiennent qu'un territoire et un statut mineur, les abaissant au même rang que des bourgs ruraux récemment promus ; sur le plan administratif Irbid est l'équivalente de Tafila, Tripoli de Nabatyeh et Alep d'Idleb. En Syrie et en Jordanie, une puissante volonté centralisatrice aboutit à un resserrement du maillage administratif. Il s'agit de mieux contrôler le territoire à travers le renforcement des institutions publiques. Car le développement d'un appareil bureaucratique local entraîne l'adhésion des populations qui trouvent des emplois dans la fonction publique et bénéficient des services octroyés aux localités bénéficiaires des nombreuses promotions administratives. La corrélation entre encadrement administratif et répartition ou croissance de la population est faible car les promotions administratives, avec leur lot d'investissements publics, concernent davantage les localités proches du pouvoir (Balanche, 2008).
- 12 Le développement du réseau routier, les investissements dans l'administration et la création d'un puissant secteur public industriel en Syrie ne furent possible que grâce à la rente pétrolière indirecte. La Syrie et la Jordanie, en tant que pays de la ligne de front face à Israël, bénéficièrent après 1973 d'une aide conséquente des pays pétroliers du Golfe. Le Liban était moins bien doté et la guerre civile qui débuta en 1975 l'empêcha d'investir cette aide dans les infrastructures. Entre 1974 et le contre-choc pétrolier, au milieu des années 1980, la Syrie et la Jordanie eurent une croissance économique exceptionnelle. La fin des aides arabes et les

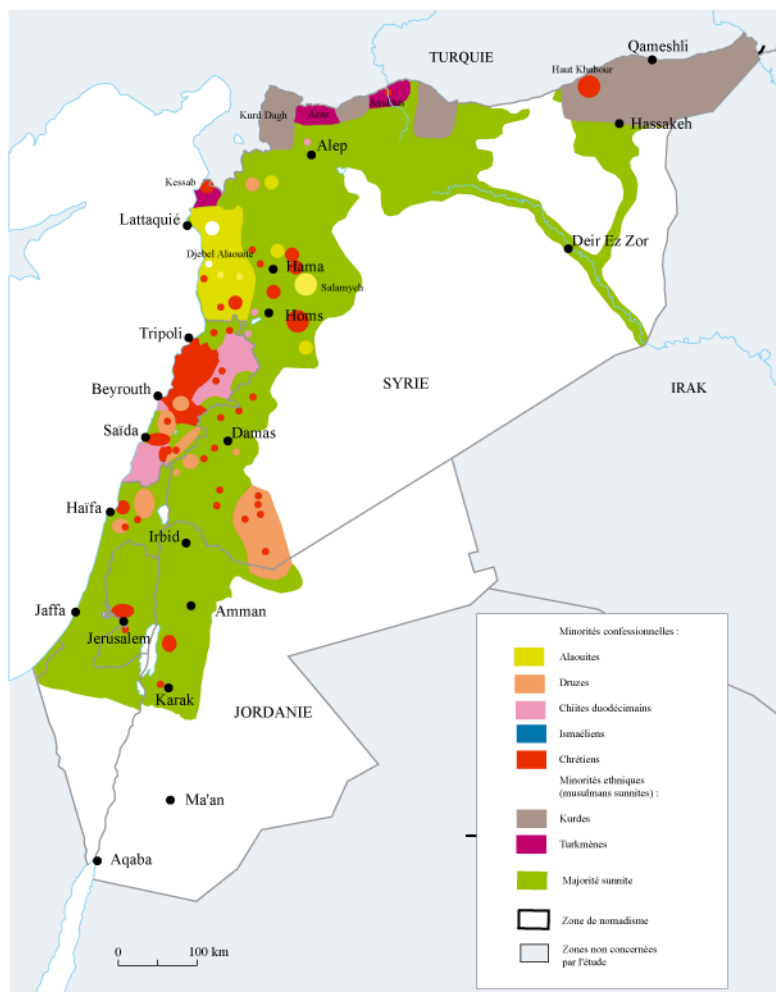
difficultés que ne tardèrent pas de rencontrer leurs modes de développement des plus artificiels (Rivier, 1980 ; Chatelus, 1980) les plongèrent dans une grave crise économique à la fin des années 1980. Ils leur fallu libéraliser leur économie et abandonner une politique volontariste trop dispendieuse. Le Liban fut à contre courant dans les années 1990 car il s'engagea dans une politique de reconstruction post-guerre civile, mais rapidement cette politique de reconstruction s'est limitée à Beyrouth et aux principales infrastructures permettant de mettre en valeur le nouveau centre-ville de Rafic Hariri (Corm, 2005). Le but de l'ex-premier ministre libanais était d'attirer les investissements des pétromonarchies du Golfe et de la diaspora libanaise dans l'immobilier de sa concession (Solidère). Pour cela il fallait ouvrir largement le Liban sur l'économie mondiale alors qu'il aurait plutôt eu besoin de protection pour reconstruire sa base productrice après 15 ans de guerre civile.

- 13 Au final, nous pouvons dire que la politique de construction nationale a réussi dans le sens où les différents Etats n'ont pas éclatés. Cependant l'intégration nationale est ambiguë car les tensions demeurent entre communautés au Liban et en Syrie (Balanche, 2006). La Jordanie ne connaît pas de problème communautaire, au sens confessionnel ou ethnique, car 97% de la population est arabe sunnite et les minorités sont parfaitement intégrées, même s'il est préférable d'instaurer des quotas pour que des chrétiens ou des Tcherkesses soient élus au Parlement. Cependant le régime hachémite n'a pas réussi à fusionner « Transjordaniens » et « Palestiniens » dans une seule identité jordanienne. Le mariage du roi avec une jordanienne d'origine palestinienne est destiné à renforcer l'unité nationale tout comme le mariage de Bachar El Assad, le Président syrien, avec une musulmane sunnite, est un signe d'ouverture à l'égard de cette communauté. C'est bien le signe de la permanence de fractures dans les deux pays. Celles-ci n'ont pas été réduites par trois générations de construction nationale. Il semble au contraire que les divisions segmentaires augmentent de nouveau avec la faillite des idéologies nationalistes arabes et progressistes. Le Liban est un parfait exemple de la persistance des identités communautaires malgré un développement économique qui aurait dû mécaniquement les affaiblir. Faut-il rappeler que la guerre civile libanaise a éclaté dans un contexte de prospérité économique sans précédent au Liban, qualifié alors de Suisse du Moyen-Orient, alors que dans le schéma durkémien, les solidarités horizontales auraient dû normalement prendre le pas sur les solidarités verticales. Certes le Liban constitue un cas extrême, mais il permet justement de mieux appréhender le processus de fragmentation étatique en cours également en Syrie et en Jordanie.

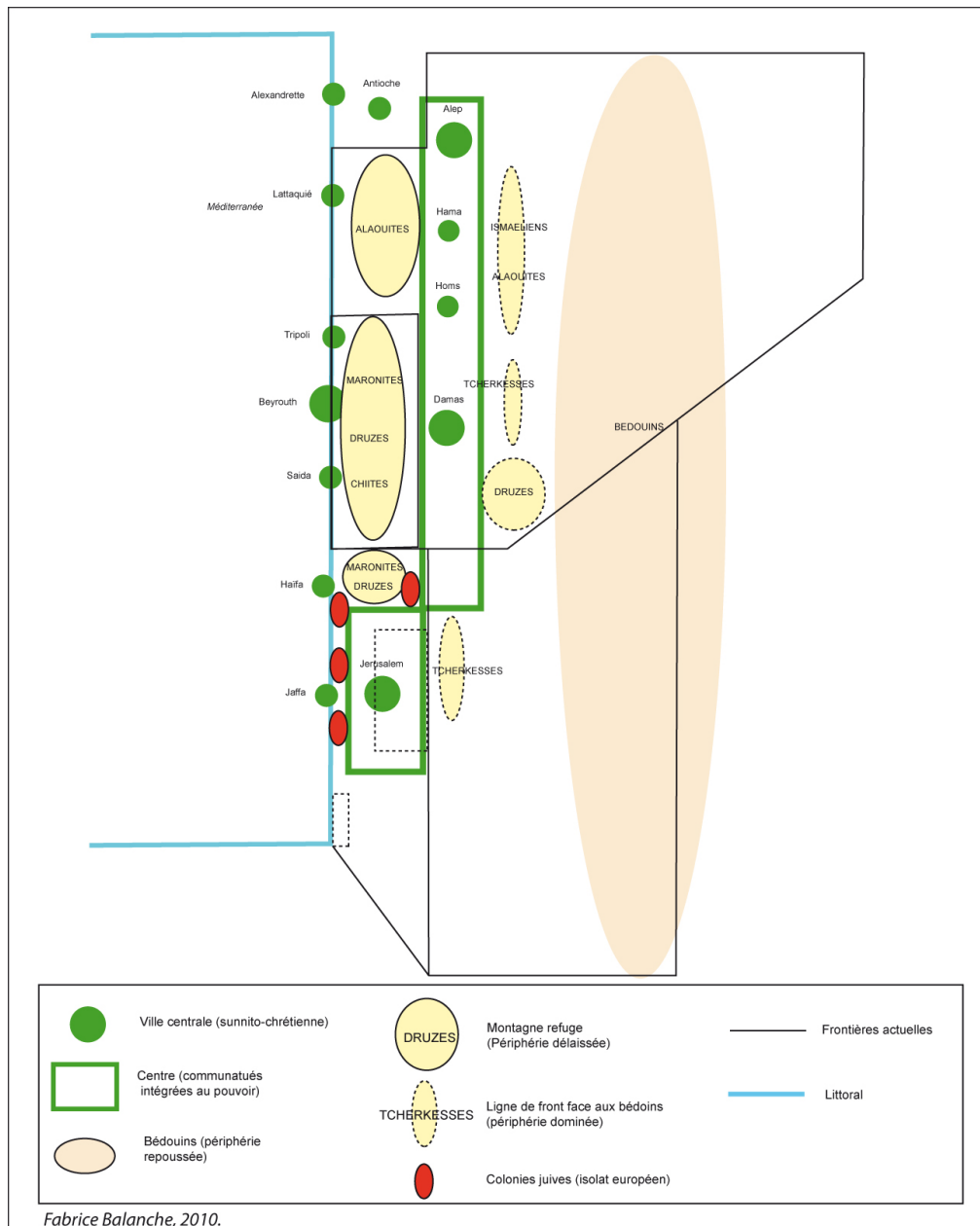
Le Liban : une société segmentée que l'Etat ne parvient pas à unifier

- 14 Pour comprendre le Liban actuel il faut revenir à la répartition des communautés confessionnelles dans l'espace proche oriental durant la période ottomane. Les communautés dominantes (les arabes sunnites) et leurs protégés juifs et chrétiens (grecs orthodoxes et catholiques) résident dans les villes, lieux de pouvoir et de richesses. Elles dominent les meilleures terres tandis que les communautés hétérodoxes (alaouites, druzes, chiites duodécimains, maronites, etc.), souvent persécutées, sont rejetées dans les périphéries : montagnes refuges et marges steppiques (fig. 3 et fig. 4). Dans les villes, chaque communauté possède son propre quartier résidentiel, les musulmans se trouvent autour des principaux lieux de pouvoir et de la grande mosquée, les chrétiens et les juifs se regroupent autour de leurs églises, synagogues et écoles confessionnelles. Les musulmans sunnites sont toujours l'élément dominant, les non musulmans ne représentant pas plus du tiers de la population citadine. Beyrouth constituait une exception car le développement de la ville après la création de son port en eau profonde en 1860 avait attiré les populations chrétiennes de l'arrière pays et dès le début du XX^{ème} siècle la ville est en majorité chrétienne (Courbage, 1970).

Figure 3 : Les communautés à la fin de l'Empire Ottoman (dans les frontières étatiques actuelles)



Source : Fabrice Balanche d'après les données ESRI et les cartes topographiques des différents pays.

Figure 4 : Centres et périphéries à la fin de l'empire ottoman

15 A la veille de la guerre civile libanaise de 1975, la distribution de la population libanaise a changé. Le pays est en majorité urbain et les populations de la montagne : maronites, druzes et chiïtes sont venus s'installer en ville. Elles sont sujettes au mépris des citadins d'origine - sunnites, grec orthodoxes et catholiques - qui supportent mal l'arrivée des nouveaux venus accusés d'*inrifiyeh* (ruraliser) la ville⁴. Le clivage urbain/rural est puissant, les ruraux conservent des liens forts avec leur village d'origine et les mariages intercommunautaires sont rares. Les territoires communautaires ne sont donc plus aussi distincts que par le passé et nous avons une impression de mixité en raison de l'urbanisation mais il n'en est rien. Les oppositions politique droite - gauche qui pouvaient transcender les clivages communautaires disparaissent rapidement dans les premiers mois de la guerre civile au profit des clivages communautaires.

16 Le 13 avril 1975, des membres du Parti Phalangiste, chrétien d'extrême droite, mitraillent un bus de Palestiniens causant une vingtaine de morts. Cet acte marque le début de la guerre civile

libanaise entre les Palestiniens alliés à la gauche libanaise contre les milices chrétiennes de droite, en particulier les Phalangistes de Pierre Gemayel. Officiellement il s'agit d'un clivage politique et non communautaire mais puisqu'au Liban les chrétiens possèdent l'essentiel du pouvoir ils sont plutôt conservateurs tandis que les musulmans souhaitant un rééquilibrage du pouvoir politique à leur profit, puisqu'ils sont devenus majoritaires dans le pays, sont plutôt à gauche. Cependant la bourgeoisie musulmane, qui ne souhaite pas une victoire des palestiniens et des forces de gauche, soutient le régime conservateur, même dominé par les chrétiens. Quant aux chrétiens laïcs ils soutiennent les « palestino-progressistes ». Il convient de préciser que dans le contexte libanais ceux qui souhaitent l'abolition du communautarisme politique sont classés à gauche, mais ils ne revendiquent pas forcément la justice sociale. Car au Liban, les partis politiques sont l'expression des communautés ou des familles de notables. Il est donc difficile de les classer sur un échiquier politique droite – gauche classique. Des féodaux tels que Kamal Joumblatt, le père du chef actuel du Parti Socialiste Progressiste, Walid Joumblatt, était le leader de la gauche libanaise. Il souhaitait l'abolition du communautarisme parce que cela lui aurait permis d'accéder au pouvoir, chose que l'ancien système lui déniait en tant que druze car les postes clés sont réservés aux maronites (la présidence de la république), aux sunnites (présidence du conseil des ministres) et aux chiites (présidence du parlement). Par ailleurs, la communauté druze (5% de la population libanaise) étant très soudée, elle ne risque que pas de se dissoudre avec la laïcisation du statut personnel, au contraire des trois grandes communautés libanaises.

- 17 Vingt ans après la fin de la guerre civile, la situation du Liban n'a guère changé. Le communautarisme institutionnel demeure, le mariage civil n'existe toujours pas et il est impossible pour un Libanais d'accéder au statut de « hors communauté » ou « laïc » comme cela avait été prévu par le Mandat français (Meier, 2010). Les milices sont devenues des partis politiques défenseurs d'intérêts communautaires et/ou familiaux. L'Etat est réduit à ses fonctions minimales car ni la Syrie, puissance occupante, ni la famille Hariri, qui dirige le gouvernement libanais pays depuis 1992, ne souhaitent la construction d'une véritable puissance régaliennne au Liban. La Syrie a évacué le Liban en 2005 mais elle continue à influencer la politique intérieure libanaise grâce à ses relais. Quant à la famille Hariri, outre le fait d'avoir asservi l'Etat à des fins privées, elle défend les intérêts de la communauté sunnite et de la bourgeoisie commerçante libanaise. Elle n'a donc aucune intention de bâtir un Etat moderne qui régulerait le marché et adopterait une véritable politique fiscale. En dehors de Beyrouth centre, la gestion du territoire libanais est donc abandonnée aux acteurs locaux (notables, féodaux et partis politiques) qui phagocytent les institutions légales ou créent leurs propres institutions. Le communautarisme se trouve renforcé puisque pour la grande majorité de la population l'accès aux ressources passe par des canaux communautaires.

Le clientélisme politique syrien : un mode de gouvernance classique au Proche-Orient

- 18 Le clientélisme peut se définir comme une relation de fidélité entre un patron et un client qui se base sur une allégeance totale contre une protection. La protection peut être physique, financière ou politique. Cela implique que le client n'ait pas les moyens de son indépendance et que le patron possède les moyens de la défense de ses clients, mais qu'il ait aussi des ambitions politiques ou économiques. Un tel système prospère au Proche-Orient car le système politique ne repose pas sur un Etat de droit et la majorité de la population ne possède pas les moyens économiques de son indépendance politique, même dans le cas du Liban où nombreux sont les citoyens qui vendent leur vote. En Jordanie, le clientélisme politique permet au régime de limiter le poids électoral des islamistes en s'appuyant sur son réseau de notables et de chefs tribaux. La majorité de la population jordanienne, entre ses sympathies pour l'opposition - qu'elle soit islamiste, pro palestinienne ou nationaliste arabe - et les exigences matérielles

du quotidien, choisit l'allégeance au pouvoir en place pour bénéficier des divers subsides de l'Etat.

19 Le régime de Bachar El Assad en Syrie n'a pas à se soucier des élections. La présidentielle est un plébiscite organisé tous les sept ans et les élections parlementaires, régionales ou municipales mobilisent moins de 5% du corps électoral car personne n'a d'illusion sur le résultat final. Mais tout comme au Liban et en Jordanie, le régime utilise les ressorts du clientélisme politique pour se maintenir car la violence pure ou le soutien communautaire sont insuffisants. Faut-il préciser que derrière sa façade universaliste, pan arabe et socialiste le pouvoir politique est confisqué par une assabyya alaouite⁵, venu du nord de la montagne côtière (Montagne Alaouite) et dirigée par la famille Assad. Nous ne reviendrons pas sur les conditions de la prise de pouvoir par cette assabyya en 1970 et sa constitution (Chouet 1995). Le sujet a été abondamment expliqué par de nombreux auteurs tels que Michel Seurat, Raymond Hinnenbush, Hanna Batatou, Elisabeth Picard ou Alain Chouet.

20 Durant toutes les années durant lesquelles il est demeuré au pouvoir Hafez El Assad a utilisé la politique de développement à des fins clientélistes. Car il n'était pas évident pour ce général alaouite et son clan, de conserver un pouvoir acquis après un coup d'Etat contre un précédent régime ba'athiste. Le principal problème d'Hafez El Assad était de faire oublier son appartenance à une communauté considérée comme hérétique par les musulmans sunnites, plus de 80% de la population syrienne, et même par les chiites duodécimains. Dès 1970, le parti Ba'ath, dominé par les militaires alaouites, n'est plus qu'une courroie de transmission du régime. Face au verrouillage de la vie politique, le sentiment communautaire repris vite de la vigueur en, d'autant que les alaouites, tout en n'apparaissant pas au premier plan, occupaient tous les postes clés (Seurat, 1989).

21 La guerre d'octobre 1973⁶ permit à Hafez El Assad de légitimer son régime sur le plan politique. L'aide massive des pays arabes qui suivit offrit au régime syrien les moyens d'étoffer ses réseaux clientélistes. La réforme agraire et les nationalisations dans les années 1960 a privé la bourgeoisie économique de son pouvoir et entraîné l'adhésion des paysans sans terre et des ouvriers au régime baathiste. La politique de développement des années 1970 allait conforter cette base et rallier d'autres groupes sociaux. Le mode de développement autocentré et la lutte contre Israël a réussi à unifier la population syrienne alors que le Liban se déchirait. La révolte des Frères Musulmans entre 1979-1982 fut tout autant combattue par la répression que par les embauches dans le secteur public ou autres faveurs. Mais au milieu des années 1980 la crise économique en Syrie oblige le régime a abandonner sa politique volontariste et ses embauches massives dans un secteur public hypertrophié. A partir de 1991, le secteur privé redevient le moteur de l'économie syrienne. Après la mort d'Hafez El Assad, son fils et successeur, Bachar El Assad, accentue la libéralisation de l'économie mais non pas pour aboutir au capitalisme à l'anglo-saxonne mais plutôt au « capitalisme des copains » (*crony capitalism*) répandu dans de nombreux pays du sud tel que l'Égypte (Gobe 1994). La *assabyya* alaouite étoffe ses réseaux clientélistes par l'intégration de la bourgeoisie commerçante dans un nouveau cercle périphérique. La création en 2005 de deux holdings dirigés par des proches de Bachar El Assad dont Rami Makhlouf, son cousin germain, est destinée à sceller l'association entre le régime et la nouvelle bourgeoisie syrienne (Donati 2009). Une alliance qui transcende les clivages communautaires dans un but d'enrichissement mutuel. L'économie « sociale de marché » telle que définie par le régime syrien a pour avantage de maintenir à la fois les réseaux clientélistes entre une population dépendante des subsides de l'Etat et de rallier les entrepreneurs privés qui ont besoin de la protection du régime pour profiter des mesures de relaxation économique. Bachar El Assad pourra-t-il longtemps maintenir l'équilibre entre les deux types de réseau ? La Syrie est actuellement en phase de croissance économique grâce aux réformes économiques, aux investissements en provenance du Golfe, et aux remises croissantes des émigrés car les Syriens sont de plus

en plus nombreux à s'expatrier. L'ouverture économique favorise les commerçants mais non les producteurs toujours soumis à une bureaucratie pesante qui les empêche de s'adapter à la mondialisation. Les revenus du pétrole, principale ressource de l'Etat, diminuent rapidement avec la baisse de la production et l'augmentation de la consommation intérieure, au rythme actuel la Syrie sera importatrice nette d'hydrocarbures en 2015.

- 22 La pauvreté gagne du terrain en Syrie remettant en cause le pacte social fondateur du régime des Assad. Les campagnes sont particulièrement touchées par les mesures de libéralisation économique et le désengagement de l'Etat. Les populations du Nord-Est, ce front pionnier glorifié par la propagande baathiste, migrent en masse vers les grandes villes syriennes qui développent autour d'elles des ceintures de misère autrefois inconnues. Les alaouites qui avaient connus une embellie⁷ de leur statut social grâce à leur allégeance au régime, connaissent également un déclassement social en raison de leur enfermement dans un secteur public déliquescents. L'intégration économique de la Syrie dans la sphère des pétromonarchies du Golfe profite davantage à la bourgeoisie sunnite ce qui fragilise le régime.

Jordanie : majorité palestinienne et économie assistée

- 23 La population jordanienne est la plus homogène des trois Etats du Proche Orient arabe sur le plan communautaire : plus de 95% d'arabes sunnites, une communauté chrétienne estimée à 3 ou 4% de la population, une trentaine de milliers de Tcherkesses et quelques milliers de Druzes. Il est à noter que les Tcherkesses constituent la garde rapprochée du roi et sont donc la communauté la plus fidèle à la monarchie depuis son installation sur le trône en 1920. Après l'indépendance, les souverains hachémites ont caressé le rêve d'une grande Jordanie intégrant les territoires palestiniens. La Cisjordanie était partie intégrante du royaume jusqu'en 1967, date à laquelle elle fut occupée par Israël. Après la guerre des six jours, la Jordanie a maintenu l'administration civile dans ce territoire occupé, espérant son retour dans le giron jordanien. Cependant l'Intifada de 1987 a montré que le nationalisme palestinien était le plus fort, et le roi Hussein décida d'abandonner toute prétention sur la Cisjordanie et retira son administration des territoires occupés en 1988 pour se recentrer sur la Transjordanie d'origine.
- 24 Cependant, le problème identitaire demeure car la majorité de la population jordanienne est d'origine palestinienne. Les recensements officiels affirment que la population d'origine palestinienne est inférieure à 50% mais en réalité elle atteint 70%. Certes, l'ensemble de cette population ne se sent pas forcément étrangère en Jordanie et ne compte pas revenir en Palestine. Cependant le régime et les « Jordaniens d'origine » (les Transjordaniens) se méfient des Palestiniens et de leur potentiel de déstabilisation politique. En septembre 1970, « septembre noir », les organisations de libération de la Palestine tentèrent de renverser le roi Hussein jugé trop timoré à l'égard d'Israël. L'armée jordanienne et les Palestiniens s'affrontèrent violemment durant deux semaines, faisant plusieurs milliers de morts. Yasser Arafat et ses combattants furent contraints de quitter la Jordanie pour le Liban.
- 25 Pour contrer l'influence palestinienne, le roi s'appuie sur les tribus bédouines qui composent l'essentiel des forces de sécurité du régime avec sa garde tcherkesse. Il poursuit ainsi le processus engagé par les britanniques avec la création de la « desert patrol force » à l'époque du Mandat. Le déclin économique des bédouins s'est accentué après l'indépendance du pays et ils n'ont d'autre choix que de devenir la garde prétorienne du régime. Mais cette intégration à l'Etat jordanien ne signifie pas que les bédouins soient privilégiés par le régime, en fait les zones tribales font les frais d'une relative négligence gouvernementale. En fait ce sont les zones urbaines qui ont profité le plus des investissements de l'Etat. Une élite de commerçants et de bureaucrates issue des dynasties de notables jordaniens domine le pays et assure le palais de son soutien. Les entrepreneurs palestiniens sont peu à peu intégrés par association économique et par mariage. Le roi Abdallah a lui-même donné l'exemple en épousant une Jordanienne d'origine palestinienne.

- 26 L'aménagement du territoire est la traduction spatiale de ce système politique. Jusqu'au début des années 1970, l'Etat s'est contenté de construire des routes pour contrôler le territoire. La Jordanie a ensuite bénéficié des retombées de l'augmentation des prix du pétrole. Au sommet de Bagdad de 1978, les pays arabes producteurs de pétrole se mirent d'accord pour verser à la Jordanie 1 250 millions de \$ chaque année. Par ailleurs, avec 40% de sa population active travaillant dans les Etats du Golfe, la Jordanie recevait dans les années 1970 l'équivalent de 20% de son PIB. Cette manne financière permit à l'appareil d'Etat de gonfler démesurément, en particulier à travers de multiples promotions administratives qui entraînèrent le passage du rural à l'urbain pour de nombreuses agglomérations et surtout le déclin de l'agriculture au profit du tertiaire. Un seul aménagement d'envergure fut réalisé avec l'irrigation de la vallée du Jourdain grâce à un financement américain. En 1983, la Jordanie subit de plein fouet le contre-choc pétrolier et l'Etat providence s'effondra. Les réductions budgétaires drastiques causèrent des révoltes dans les périphéries, notamment dans les zones tribales pourtant réputées fidèles à la monarchie, comme à Ma'an en 1989. L'expulsion de centaines de milliers de travailleurs palestiniens et jordaniens du Koweït et d'Arabie Saoudite, à la suite de la première guerre du Golfe, accentua la dépression économique de la Jordanie.
- 27 La signature du traité de paix avec Israël en 1994 et la normalisation des rapports de la Jordanie avec l'Arabie Saoudite lui permirent de retrouver une assistance économique de la part de l'Occident. La stabilité politique du pays et son libéralisme économique attirent des Investissements Directs Etrangers venus d'Europe, d'Amérique du Nord et des pays pétroliers du Golfe. Les remises des émigrés (toujours plus de 20% du PIB) soutiennent la consommation et le secteur immobilier. Bien entendu les investissements se concentrent dans le Grand Amman et dans ses annexes touristiques ou industrielles : Aqaba et la Mer Morte, au détriment des périphéries. Une grande partie de la population se paupérise et verse dans l'islamisme radical. Le rôle de protection des frontières orientales d'Israël qui est assigné au pays heurte également le fort sentiment pro palestinien. La monarchie hachémite se trouve donc dans une situation très inconfortable, prise en étau entre l'alliance américano-israélienne et les aspirations pro-palestiniennes et islamiques de sa population.
- 28 La Jordanie était le plus improbable des trois Etats du Proche-Orient : une monarchie étrangère à la tête d'un Etat tampon destiné à préserver l'axe britannique Méditerranée – Mésopotamie et surtout la Palestine de la poussée saoudienne. Ce pays sans ressource majeure s'est retrouvé en première ligne du conflit israélo-arabe, submergé par plusieurs vagues de réfugiés palestiniens qui menacèrent longtemps sa stabilité politique. Et pourtant, la Jordanie apparaît aujourd'hui comme le pays le plus sûr du Proche-Orient, attirant les capitaux et les investissements. Sur le plan géopolitique, le royaume hachémite est un élément clé du dispositif américain dans la région : sécurité de la frontière israélienne et base arrière de l'Irak. Le pays reçoit des aides économique et militaire conséquentes, ce qui n'est pas le cas du Liban et de la Syrie.

La mondialisation venue du Golfe fragilise les Etats du Proche-Orient

- 29 Tandis que le Proche-Orient se débattait dans les affres du conflit israélo-arabe, les pays du Golfe ont bâti une économie puissante grâce à la rente pétrolière. Ils n'ont pas développé seulement une économie de services mais également une base industrielle exportatrice. Le port de Djebel Ali à Dubaï est devenu le principal hub portuaire de la péninsule arabique avec un fret de plus de 100 millions de tonnes par an. Les marchandises sont redistribuées dans l'ensemble des pays du Golfe mais également vers le Proche-Orient. Beyrouth et Lattaquié n'ont qu'un trafic annuel de 6 millions de tonnes, seul Aqaba dépasse les 10 millions de tonnes grâce au transit pour l'Irak. Cet exemple illustre parfaitement la marginalisation économique du Proche-Orient arabe dans la région et au niveau mondial. Le PIB des six pays du Conseil de Coopération du Golfe⁸ est en moyenne de 20 000 dollars hab./an, le Qatar possède le

deuxième PIB/hab. au monde derrière le Lichtenstein avec 50 000 dollars (2009). En 2007, les six pays du CCG avaient un excédent commercial de plus de 150 milliards de \$ par an, soit l'équivalent de la Chine mais pour une population 40 fois moindre. Certes cet excédent est fluctuant car lié aux exportations d'hydrocarbures plus qu'à de la production manufacturière, mais il contribue à une immense prospérité comparé aux autres régions du monde arabe. Les excédents commerciaux offrent aux pays du Golfe des capacités d'investissements à l'étranger très recherchées.

30 Jusqu'au début des années 1990, les pays du Proche Orient n'étaient guère attractifs pour les capitaux du Golfe arabe. La guerre au Liban, le dirigisme économique en Syrie et la faiblesse des opportunités en Jordanie couplée à un certain dirigisme limitaient les opportunités d'investissements. Le retour de la paix au Liban, l'ouverture économique syrienne et les espoirs d'un règlement de paix régional après les accords d'Oslo en 1994 ont modifié progressivement la perception des investisseurs potentiels. A partir de 1997, les flux d'IDE (Investissements Directs Etrangers) en direction de la Jordanie et du Liban ont commencé à augmenter rapidement, puis en 1999 pour la Syrie. La croissance fut particulièrement spectaculaire au Liban puisque le montant des IDE est passé de quelques dizaines de millions d'euros dans les premières années de la reconstruction à 1,8 milliards d'euros en 1997 pour se maintenir à ce niveau jusqu'en 2007. La croissance fut plus progressive en Jordanie : 360 millions d'euros en 1997, 1,2 milliards en 2005, pour culminer à 2,5 milliards en 2006. Quant à la Syrie, le flux d'IDE fut irrégulier : remis en cause durant les premières années du règne de Bachar El Assad, il a fini par décoller entre 2004 et 2008 passant de 200 millions à 1,2 milliards. Il est à noter que les IDE continuent de progresser en Syrie en 2008 alors qu'ils diminuent dans tous les pays de la région. Cette envolée des IDE est due principalement aux pays arabes du Golfe qui investissent leurs excédents commerciaux. La réduction des IDE à partir de 2007 correspond à la chute des cours du pétrole et aux difficultés financières de ces pays. Durant la période 2003 – 2008, les IDE en provenance des pays arabes du Golfe ont représenté les deux tiers du flux à destination du Machrek (Egypte comprise) et l'Union Européenne moins de 30%. L'essentiel des investissements des pays arabes du Golfe vont au secteur de la construction, du transport et du tourisme. Les projets européens sont mieux répartis avec une priorité vers les infrastructures énergétiques.

31 Les remises des émigrés dans le Golfe sont également en plein essor depuis le début des années 2000. Elles contribuent largement à la croissance économique actuelle du Proche-Orient. Il est difficile d'appréhender exactement le montant des remises migratoires car de nombreux transferts échappent aux banques grâce au système de la *hawala* (transfert informel), sans compter les biens en nature (voiture, audio-visuel ...). En Jordanie et au Liban les remises représentent plus de 20% du PIB, moins de 5% en Syrie (images économiques du monde 2006) car les Syriens sont moins nombreux dans le Golfe, soit respectivement en 2006 : 2,8 milliards, 5,2 milliards et 0,8 milliards d'euros. Cette différence s'explique par le faible niveau de qualification de la plupart des Syriens qui travaillent dans les pays arabes du Golfe comparé à la moyenne des Libanais et des Jordaniens. Cela correspond aussi aux besoins en main d'œuvre qualifiée des pays du Golfe qui préfèrent embaucher des pakistanais ou des indiens pour les travaux manuels plutôt que des ressortissants arabes. Entre 2002 et 2006, le volume de transfert des émigrés a doublé au Liban tandis qu'il n'augmentait que de 30% en Jordanie. Quant à la Syrie, il a été officiellement multiplié par 6 (de 135 millions d'euros à 823 millions d'euros). En réalité, il s'agit plus d'une reconnaissance officielle des transferts informels qui désormais transitent davantage par le système bancaire privé mis en place entre les deux dates.

32 Le Proche Orient se trouve en situation de dépendance à l'égard des réseaux économiques et politiques du Golfe, car les bonnes relations économiques sont liées au climat politique. Les dirigeants du Golfe orientent les investissements des sociétés mixtes mais aussi privés : aucune société saoudienne n'investira en Syrie si les rapports entre la monarchie saoudienne

et le Président Bachar El Assad sont mauvais. L'attribution des contrats de travail dans les pays du Golfe sont aussi fonction des plus ou moins bonnes relations avec les pays du Proche Orient. Après la première guerre du Golfe, en 1991, les Palestiniens furent chassés du Golfe en raison du soutien apporté par Yasser Arafat à Saddam Hussein, et ils furent remplacés par des Syriens et des Egyptiens puisque leurs pays s'étaient rangés dans la coalition anti-Saddam. Mais au sein des officines de recrutement et des ambassades du Golfe la priorité est donnée aux musulmans sunnites. Les chiïtes libanais sont ainsi ostracisés en Arabie Saoudite et ceux qui parviennent à y travailler cachent leur appartenance religieuse. Le système de la *kafala*⁹ entretient une proximité entre l'employé et l'employeur dont l'appartenance à une même communauté confessionnelle est un facteur essentiel. L'accès aux ressources du Golfe ne profite donc pas à toute la population mais surtout aux arabes sunnites et parmi eux ceux qui sont proches par leur style de vie du wahabisme qui règne dans les pétro monarchies de la péninsule arabique, Dubaï étant une exception en matière de mœurs faut-il le rappeler, quant à Bahreïn, pays à majorité chiïte mais dirigé par la minorité sunnite, il n'a plus d'hydrocarbures et vit quasiment sous perfusion saoudienne.

33 Certes le Golfe n'est pas la seule porte d'accès à la mondialisation, les chiïtes et les chrétiens qui ont plus de difficultés à se connecter avec les économies du Golfe se dirigent vers l'Europe ou l'Amérique du Nord. Les réseaux du Golfe sont cependant plus rémunérateurs et surtout plus rapidement à moindre compétence, l'enrichissement différentiel que cela produit accélère les processus de différenciation sociale et donc spatiales, ce qui déstabilise les sociétés et les pouvoirs en place habitués à l'inertie. L'initiative américaine pour le Grand Moyen Orient, destinée officiellement à promouvoir la démocratie et la libéralisation économique, provoque une seconde onde de choc au Proche-Orient à partir de l'Irak. En effet, l'Irak constitue un laboratoire de la nouvelle forme de gouvernance que les États-Unis souhaitent pour la région.

L'initiative pour le Grand Moyen-Orient de Georges Bush

34 Avec l'occupation américaine de l'Irak et sa division en trois régions sur des critères communautaires le processus de balkanisation paraît reprendre dans la région. Certes l'Irak demeure un Etat unifié, mais que deviendra-t-il après l'évacuation des troupes américaines ? Le fédéralisme va-t-il perdurer ? Les Kurdes ne vont-ils pas tenter de proclamer leur Etat ? L'arabisme sera-t-il suffisant pour empêcher les arabes sunnites et chiïtes de divorcer par consentement mutuel, par demande acceptée ou pour faute ? La situation dans laquelle se trouve l'Irak contribue, pour l'instant, à renforcer les sentiments d'unité nationale dans la région, par crainte d'une libanisation des Etats voisins et son cortège de violence. Mais à terme l'éventuelle division de l'Irak en deux ou trois Etats pourrait entraîner une nouvelle vague de fragmentation étatique au Moyen-Orient car les ferments de division internes existent toujours au Liban, mais aussi en Syrie, au Yémen et en Iran.

35 Le projet américain de « Grand Moyen Orient » s'appuie sur le constat de la faillite de l'Etat nation dans cette région puisque les clivages communautaires empêchent l'émergence d'une véritable nation dans un Etat unitaire. Le raisonnement des « faucons » américains est simpliste : dans les cas où une minorité contrôle le pouvoir (alaouites en Syrie et arabes sunnites dans l'Irak de Saddam Hussein), le régime bloque toute ouverture démocratique car la minorité perdrait le pouvoir dès les premières élections libres. Dans le cas où la majorité (ethnique ou religieuse) domine l'Etat (Turquie, Arabie Saoudite, Iran, etc.) les minorités sont opprimées et souvent invitées à quitter le pays. L'exode continu des chrétiens du Proche-Orient est significatif : en temps de crise ils sont les premières victimes de la violence aveugle et en temps de paix ils sont dans une position d'infériorité pesante. Démocratiser le Proche-Orient exige, selon les « faucons » américains, un redécoupage territorial sur des critères communautaires ou tout du moins le passage d'Etats centralisés à des Etats fédéraux dans lesquels les différentes communautés seraient en sécurité (fig. 5 et fig. 6).

Figure 5 : « Before »

Redrawing the Middle East map



© Ralph Peters, dessin de Chris Broz.

Figure 6 : « After »

36



© Ralph Peters, dessin de Chris Broz.

37

Certes, la promotion de la démocratie et la protection des minorités, plus exactement de certaines minorités, sont des prétextes pour renforcer l'hégémonie américaine sur la région. Un Irak fédéral divisé en trois entités (kurde, arabe sunnite et arabe chiite) est plus facile à dominer qu'un Irak centralisé, une Syrie qui subirait le même sort (partition de la région alaouite et du nord-est kurde) serait moins rigide face à Israël, quant à l'Iran, où les Perses ne représentent

que 50% de la population, il pourrait être nettement affaibli par l'autonomie de l'Azerbaïdjan, du Baloutchistan, du Kurdistan et de l'« Araboustan »¹⁰. Le Projet de Grand Moyen-Orient concerne également les pays alliés des États-Unis, notamment la Turquie qui serait amputée des territoires kurdes et la monarchie Saoudienne privée du Hassa chiite où se concentrent les réserves en hydrocarbure du pays ainsi que des lieux saints puisque le Hedjaz deviendrait un « Islamic sacred state »¹¹. S'agit-il d'une volonté réelle de faire aboutir le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, cher à feu le Président Wilson ? Ou bien d'une simple épée de Damoclès prête à frapper des alliés de plus en plus autonomes ? Notamment une Arabie Saoudite qui inspire la plus grande méfiance depuis le 11 septembre 2001 ? Le processus de « démocratisation » et par conséquent de fragmentation est à géographie variable : l'Irak est redécoupé dans le but officiel de donner à chaque communauté un territoire de référence dans lequel elle se sentira en sécurité, mais dans le même temps le gouvernement de Sanaa est libre d'écraser la contestation zaydite (d'obédience chiite).

38 Faut-il rappeler que le Moyen-Orient produit un tiers de la consommation mondiale d'hydrocarbures et concentre les deux tiers des réserves mondiales. Cette donnée géopolitique est fondamentale pour comprendre la sollicitude des États-Unis à l'égard de cette région du monde. Le deuxième axe de la politique américaine est la protection de l'Etat d'Israël, car ce dernier est l'allié le plus sûr des États-Unis dans la région, même s'il a tendance à s'autonomiser souvent de son protecteur. Or, pour briser son encerclement, une des solutions consiste pour l'Etat Hébreu à affaiblir l'unité arabe et musulmane en s'appuyant notamment sur leurs divisions segmentaires. Pour les dirigeants sionistes « Israël ne sera en sécurité que lorsqu'elle sera entouré par des tribus arabes ». Le Liban, « talon d'Achille du monde arabe », selon l'expression d'Ariel Sharon, est la victime directe de la politique israélienne puisqu'il a failli se scinder en plusieurs Etats communautaires au début des années 1980 et que les attaques régulières qu'il subit ont pour objectif d'empêcher la reconstruction de son économie et donc de son unité nationale (Patrie, 2007). La fragmentation étatique des Etats arabes du Proche-Orient est par conséquent encouragée par Israël car cela fait partie de son dispositif sécuritaire. Tout comme de celui des États-Unis et de la Russie qui ont contribué au cours des deux derniers siècles à la création de petits Etats dans leur périphérie (Rosière 2007).

Conclusion : Maronistan, Kurdistan, Etat des Alaouites, Emirats jordaniens ?

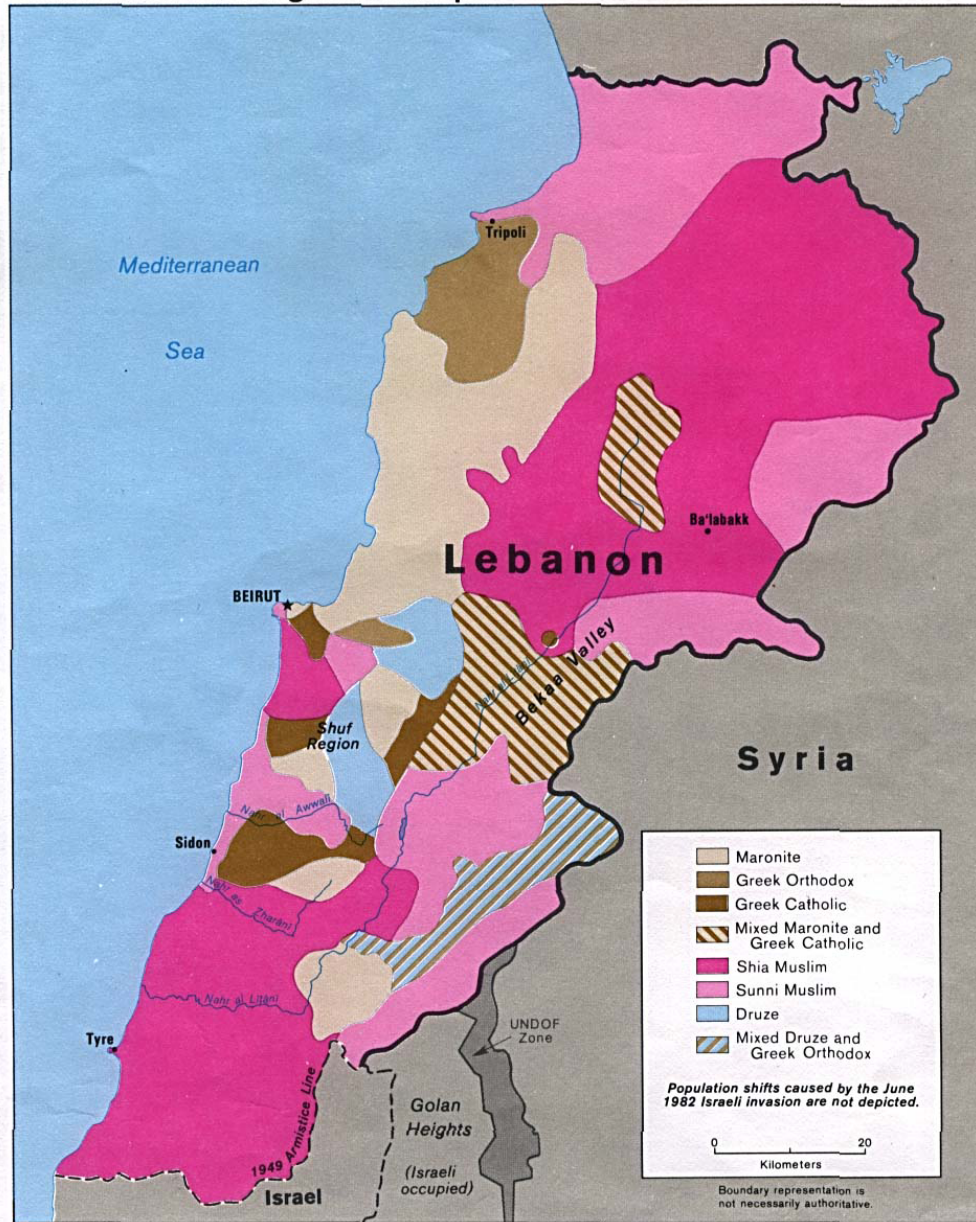
39 La fragmentation étatique a donc plusieurs origines au Proche Orient, elle est variable en fonction des Etats, mais le processus est commun : segmentation de la société sur des clivages confessionnels, ethniques ou « nationaux » (Palestiniens et « locaux » en Jordanie), perte de légitimité des Etats à travers l'échec du mode de développement et de sa capacité redistributrice, ce qui en situation de crise économique renforce les solidarités communautaires au détriment d'une unité nationale en construction. La politique américaine au Moyen Orient et la mondialisation économique encouragent les tendances naturelles à la fragmentation que les Etats « nations » ont tenté de combattre tout en les utilisant, car c'est là le paradoxe, pour dominer le territoire.

40 Faut-il envisager un redécoupage des Etats ? En ce qui concerne le Liban, il est souvent énoncé à son propos qu'il est « trop grand pour être avalé et trop petit pour être divisé ». Cependant le Liban est déjà officieusement découpé sur des bases politico-communautaires. A l'échelle du pays le Sud-Liban s'apparente à un « Chiitistan », le centre du Mont Liban au nord de Beyrouth au « Maronistan » et le Chouf, après l'expulsion de la population chrétienne en 1982 est devenu un « Druzistan ». A l'échelle de Beyrouth les quartiers possèdent également leur identité communautaire : Borj Hamoud est géré par les Arméniens, Achrafyeh, à Beyrouth, est un territoire chrétien et Beyrouth-Ouest est le fief des sunnites « haririens ». Mais il ne faut pas être trop simpliste, à l'image de certaines cartes diffusées par la CIA (figure 7), car les

communautés sont entremêlées dans de nombreuses régions telles que le Akkar et la Bekaa. Cela ne signifie pas forcément qu'elles se côtoient mais que la fragmentation territoriale se décline le plus souvent à l'échelle des villages, des quartiers, et des rues. L'éclatement du Liban sur des bases communautaires conduirait à des déplacements massifs de population visant à homogénéiser les territoires d'une intensité comparable à celle de la Bosnie.

Figure 7 : cartes diffusées par la CIA

Distribution of Religious Groups



700780 12-83

- 41 Des territoires pourraient-ils faire sécession ? On pense bien sûr au Kurdistan syrien qui s'est soulevé en 2004 et rêve d'une autonomie comparable à celle de son voisin irakien. L'absence de développement économique dans cette région de Syrie entraîne une forte émigration de sa population kurde vers Damas. Le régime baathiste s'accommode très bien de ce courant migratoire qui vide la Jezireh de ses forces vives et de son potentiel indépendantiste. Le sous-développement volontaire dans lequel sont laissées les régions turkmènes Nord-Ouest syrien (Balanche, 2009) constitue un moyen de réduire le poids de cette minorité, dans des régions

frontalières qui pourraient être éventuellement être revendiquées par la Turquie. Une fois installés en zone urbaine, les kurdes et les turkmènes s'arabisent plus rapidement que s'ils restent dans leurs territoires d'origine.

42 En cas de perte du pouvoir par les alaouites en Syrie, on peut s'interroger sur le devenir de la région côtière syrienne, le fief de la communauté alaouite ? Le soutien de la communauté alaouite est un pilier essentiel du régime de Bachar El Assad. Depuis quarante ans les alaouites sont venus massivement depuis la région côtière à Damas pour occuper les postes dans l'armée, la police et l'administration. La communauté alaouite est extrêmement dépendante de l'Etat, tout comme l'était la communauté sunnite irakienne sous Saddam Hussein. L'éventuelle marginalisation politique des alaouites et les représailles qui pourraient avoir lieu à leur rencontre les conduiraient à chercher refuge dans leur fief et à faire sécession. Lors de la révolte des Frères Musulmans entre 1979-1982, de nombreuses familles alaouites installées depuis des générations à Alep et Idleb vinrent se réfugier à Lattaquié pour échapper aux attentats qui les visaient. L'étude des migrations intérieures en Syrie indique un mouvement de retour vers la côte des familles alaouites installées à Damas, qui ne peut s'expliquer que par une crainte pour le futur. C'est dans ce contexte de défiance à l'égard des sunnites qu'il faut interpréter l'alliance entre les chrétiens libanais de Michel Aoun, les partis chiites (Hezbollah et Amal) et le régime alaouite de Bachar El Assad. En Syrie aussi, les chrétiens soutiennent le régime de Bachar El Assad car il les protège contre la masse sunnite. Les minorités soutiennent les Etats unitaires tant qu'ils sont protecteurs, mais lorsqu'ils deviennent oppresseurs, les minorités disposant d'un certain poids démographique n'ont d'autre choix que le réduit communautaire ou l'émigration.

43 La Jordanie ne craint pas de mouvement séparatiste en raison de son unité confessionnelle et ethnique. Les minorités chrétiennes, druzes et Tcherkesses sont trop peu nombreuses et dispersées pour revendiquer un territoire sur une base communautaire. Le clivage est plus territorial entre Amman qui concentre l'essentiel des richesses de la Jordanie et le reste du territoire national. Les populations des périphéries se sentent abandonnées et réclament des services publics et des emplois, mais la débauche de promotions administratives compense mal la macrocéphalie d'Amman. Mais la crainte de la monarchie hachémite, tout comme celle des régimes syrien et égyptien est que toute forme de décentralisation ne profite aux islamistes qui investiraient les nouvelles collectivités locales (Pagès, 2008) constituant ainsi une fédération d'émirats. L'intégrité du territoire jordanien ne paraît donc pas en danger. En revanche une fragmentation institutionnelle de l'Etat est à craindre avec la montée des islamistes, révélatrice du divorce entre les aspirations de la population et l'alignement pro-américain de la monarchie hachémite (Lavergne, 2004).

Bibliographie

BALANCHE, F., 2009, « Clientélisme, communautarisme et fragmentation territoriale en Syrie », *A Contrario*, mars.

BALANCHE, F., 2008, « Les municipalités dans la Syrie Baathiste », *Revue Tiers Monde*, n°193, janvier-mars, p. 169-188.

BALANCHE, F. 2006, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala

BATATU, H., 1999 - *Syria Peasantry, the Descendants of Its Lesser Rural Notables, and Their Politics*, Princeton, Princeton University Press.

CAPDEPUY, V., 2008, « Proche ou Moyen-Orient ? Géohistoire de la notion de Middle East », *L'Espace géographique* n°3, Tome 37, p. 225-238.

CHATELUS, M. 1980, « La croissance économique : mutation des structures et dynamisme du déséquilibre » in Raymond André (dir.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Paris, Editions du CNRS, p. 225-272.

- CHOUET, A., 1995 - L'espace tribal alaouite à l'épreuve du pouvoir, *Maghreb - Machrek*, n°147, p. 83 - 119.
- CLOAREC, V. ; LAURENS, H., 2003, *Le Moyen-Orient au XX^{ème} siècle*, Paris, Armand Colin, Coll. « U »
- CORM, G., 2007, *Le Proche-Orient éclaté (1956-2007)*, Paris, Gallimard
- CORM, G., 2005, *Le Liban contemporain*, Paris, La Découverte
- COURBAGE, Y. ; TODD, E., 2007, *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Le Seuil
- PLANHOL, X. (de), 1993, *Les nations du prophète*, Paris, Fayard
- DONATI, C., 2009, *L'exception syrienne : entre modernisation et résistance*, Paris, La Découverte
- GOBE, E., 1997, « Les hommes d'affaires et l'Etat dans le capitalisme de l'Infitah (1974-1994) », *Maghreb-Machrek*, avril-juin, n°156, p.49-59
- HINNEBUSH, R., 1989, *Peasant and Bureaucracy in Ba'thist Syria*, London, Westview Press
- HINNEBUSH, R., 1990 "Authoritarian power and state formation in Ba'thist Syria: army, party, and peasant", New York, Westview Press.
- LAVERGNE, M., 2004, « La Jordanie à l'heure du doute », *Les Cahiers de l'Orient*, n°75, 3ème trimestre, p. 7-20
- MEIER, D., 2010, *Le Liban*, Paris, Éditions du Cavalier Bleu
- PAGÈS-EL KAROUI, D., 2008, *Villes du delta du Nil. Tantâ, Mahalla, Mansûra : cités de la densité*, Paris, CEDEJ- IISMM-Karthala
- PATRIE, B. ; ESPANOL, E., 2007, *Qui veut détruire le Liban*, Paris, Actes Sud
- RIVIER, F., 1980, *Croissance industrielle dans une économie assistée : Le cas jordanien*, Lyon, Presse de l'Université de Lyon
- ROSIÈRE, S., 2007, *Géographie Politique et Géopolitique*, Paris, Ellipse
- SEURAT, M., 1989, *L'Etat de Barbarie*, Paris, Le Seuil.

Notes

- 1 Israël et la Syrie occupent toujours de petites parties du territoire libanais. Les fermes de Chebaa au sud-est du Liban pour Israël et les fermes de Deir El Achayr, à l'est de la Bekaa, pour la Syrie. L'appartenance de ces deux territoires au Liban n'est pas officiellement reconnue par la Syrie.
- 2 Il existe une certaine confusion entre les notions de Proche-Orient et de Moyen-Orient liées aux représentations des acteurs géopolitiques sur cette région du monde. Pour les français, adeptes de la notion de Proche-Orient (l'Orient proche de la France), le Moyen-Orient recouvre une autre dimension que pour les Américains : le Near East n'existe pratiquement pas au profit de Middle East qui englobe notre Proche-Orient. Nous avons donc en France comme aux Etats Unis tendance à utiliser le terme de Moyen-Orient pour l'ensemble géographique compris entre la Méditerranée orientale et le Pakistan en passant par l'ensemble de la péninsule arabique. Le terme de Proche-Orient définit une entité géographique plus réduite liée au conflit israélo-arabe, qui n'est pratiquement utilisé que par l'Europe continentale.
- 3 En 2005, les chrétiens seraient 34% (maronites 19,9%, grecs orthodoxes 5%, grecs catholiques 4,2%, arméniens 3,6% et autres chrétiens 1,3%) et les musulmans 66% (chiites 31,5%, sunnites 29%, druzes 5,5%). Courbage Y. et Todd E., *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Le Seuil, 2007, 170 p.
- 4 En arabe le terme de ville se traduit par *madina* ou *hadara*, qui signifie également civilisation. Le mot *rif* se traduit par « campagne » ou « rural » mais aussi par « sauvagerie ». Ville et campagne sont deux mondes séparés depuis des siècles dans le monde arabo-musulman. Les sociétés citadines méprisent les ruraux qu'elles ont exploité pendant des siècles grâce à la rente terrienne et au monopole du pouvoir politique.
- 5 Une assabya est un groupe de solidarité, fondé sur un lien organique, d'après Olivier Roy, dont le but est la prise du pouvoir. Ce concept a été développé par Ibn Kaldoun et repris par Michel Seurat.

6 La guerre de 1973 est considérée comme victorieuse par les Syriens puisqu'ils reprirent une partie du Golan

7 Les Alaouites ne sont pas immensément enrichis durant ces dernières décennies. Certes les membres de la assabya au pouvoir sont devenus millionnaires mais le petit peuple alaouite demeure plus pauvre que la moyenne syrienne. Hafez El Assad ne souhaitait pas que la communauté alaouite ne s'enrichisse trop car « il faut que les chiens aient faim pour garder le troupeau ».

8 Les six pays du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Emirats Arabes Unis et Oman) comptent 36 millions d'habitants dont 12 millions d'étrangers.

9 La Kafala (la garantie) exprime le contrat qui lie l'employeur et l'employé dans les pays du Golfe. Pour exercer un métier ou fonder une entreprise dans les pays du Golfe, les étrangers ont besoin d'un « garant » local (le kafil), qui peut être l'employeur ou un associé.

10 Le Sud-Ouest de l'Iran, sur les bords du Golfe persique, est peuplé par des arabes. L'Araboustan n'a aucune existence politique mais dans de nombreux manuels scolaires dans le monde arabe il apparaît comme un Etat indépendant.

11 L'Arabie Saoudite serait ainsi privée de ses deux atouts essentiels : le pétrole et la légitimité religieuse qui permettent l'expansion du wahabisme.

Pour citer cet article

Référence électronique

Fabrice Balanche, « L'Etat au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen Orient », *L'Espace Politique* [En ligne], 11 | 2010/2, mis en ligne le 18 novembre 2010. URL : <http://espacepolitique.revues.org/index1619.html>

Fabrice Balanche

Maître de conférences

Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Méditerranée et le Moyen-Orient

Université Lyon 2

fabrice.balanche@mom.fr

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Résumé / Abstract

Dans l'ouvrage de référence que constitue le Proche-Orient éclaté, l'historien libanais Georges Corm, nous explique que cette région du monde se trouve dans un processus historique de fragmentation étatique. Le Liban est l'archétype de ce phénomène. L'Etat libanais a disparu durant la guerre civile (1975-1990) au profit de milices pour réapparaître sous contrôle étranger au début des années 1990. Mais la fragmentation territoriale sur des bases communautaires et claniques demeure une réalité forte que la « reconstruction du Liban » n'a pas réussi à faire disparaître. La Syrie apparaît davantage comme un Etat centralisé et solide, exempt de problèmes communautaires. Cette vision est trompeuse car les clivages communautaires existent. Ils sont simplement cachés par le régime baathiste, qui masque son caractère alaouite par la négation du communautarisme alors qu'il est le socle politique dont Bachar El Assad a hérité. Mais aujourd'hui, la communauté alaouite ne bénéficie plus des mêmes privilèges que par le passé. L'intégration économique de la Syrie dans la sphère des pétromonarchies du Golfe profite davantage à la bourgeoisie sunnite envers laquelle le régime de Bachar El Assad multiplie les ouvertures. Quant à la Jordanie son homogénéité ethnique semble la préserver du processus de fragmentation sur des bases communautaires, mais non

de la montée d'une opposition islamiste qui investit les collectivités locales. Dans les trois pays sur lesquels portent plus précisément cette étude, l'action des Etats est de plus en plus réduite par la permanence des modes d'organisation communautaire au sens large qui s'expriment officiellement au Liban, officieusement en Syrie et en Jordanie, ainsi que par la mondialisation économique. A terme cette déliquescence interne de l'Etat et le projet de Grand Moyen Orient américain peuvent conduire à des partitions territoriales.

Mots clés : mondialisation, Proche-Orient, Syrie, Liban, Jordanie, communautarisme, clientélisme

In *The Middle East broke*, the Lebanese historian Georges Corm, explains that this region is in a historical process of State fragmentation. Lebanon is the best example of this phenomenon. The Lebanese state has disappeared during the civil war (1975-1990) for the benefit of militias to reappear under foreign control in the early 1990's. But the territorial fragmentation on community bases and clan is a powerful reality that the "reconstruction" of Lebanon has failed to remove. Syria appears like a strong central state, exempt for community problems. This view is misleading because the community cleavages exist. They are just hidden by the Baathist regime, which masks his Alawite character by official communitarianism negation. But Alawite support is necessary for Bashar El Assad regime. Today, the Alawite community no longer enjoys the same privileges as in the past. The economic integration of Syria in the sphere of the Arab Gulf is more beneficial to the Sunni bourgeoisie to which Bashar El Assad regime multiply openings. In Jordan, ethnic homogeneity seems to protect the country from community-based fragmentation but not the rise of an Islamist opposition that local governments invested. In the three countries which relate specifically to this study, the state action is increasingly reduced by the permanent modes of community organization who formally expressed in Lebanon, Syria and informally in Jordan and by economic globalization. Eventually this internal withering of the State and the American project of Greater Middle East may lead to territorial partition.

Keywords : Middle East, Syria, Lebanon, Jordan, communitarianism, clientelism, globalization.